

SENAT DE BELGIQUE

SESSION DE 1979-1980

17 JUIN 1980

REVISION DE LA CONSTITUTION

Révision de l'article 3ter pour la suppression dans la première phrase de l'adjectif « culturelles »

(Déclaration du pouvoir législatif, voir « Moniteur belge » n° 219 du 15 novembre 1978, 2^e édition)

RAPPORT

FAIT AU NOM DE LA COMMISSION DE LA REVISION DE LA CONSTITUTION ET DE LA REFORME DES INSTITUTION PAR MM. de **STEXHE** ET **LINDEMANS**

Composition de la Commission :

Membres effectifs : MM. Leemans, président; André, Cooreman, Deleeck, Delmotte, Egemeers, Féaux, Gijs, Goossens, Lagasse, Lallemand, Pede, Mme Pétry, MM. Piot, Pouillet, Van der Elst, Waltniel, Wathélet, Wyninckx, de Stexhe et Lindemans, rapporteurs.

Membres suppléants : M. Bascour, Mme Bernaerts-Viroux, MM. Bonmariage, Croux, Daulne, Mme De Pauw-Deveen, MM. De Seranno, du Monceau de Bergendal, Flagothier, Hanin, Lagneau, Mmes Nauwelaerts-Thues, Remy-Oger, M. Seeuws, Mme Staels-Dompas, MM. Storme, Sweert, Toussaint Th., Vandenaabeele, Vandezande et Verleysen.

R. A 11256

Voir :

Document du Sénat :

100 (S.E. 1979) N° 10 : Proposition du Gouvernement relative au Titre Ibis et à l'article 3ter de la Constitution.

BELGISCHE SENAAAT

ZITTING 1979-1980

17 JUNI 1980

HERZIENING VAN DE GRONDWET

Herziening van artikel 3ter om in de eerste volzin het woord « cultuurgemeenschappen » te vervangen door het woord « gemeenschappen »

(Verklaring van de wetgevende macht, zie « Belgisch Staatsblad » nr. 219 van 15 november 1978, 2^e uitgave)

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE VOOR DE HERZIENING VAN DE GRONDWET EN DE HERVORMING DER INSTELLINGEN UITGEBRACHT DOOR DE HEREN **LINDEMANS** EN de **STEXHE**

Samenstelling van de Commissie :

Vaste leden : de heren Leemans, voorzitter; André, Cooreman, Deleeck, Delmotte, Egemeers, Féaux, Gijs, Goossens, Lagasse, Lallemand, Pede, Mevr. Pétry, de heren Piot, Pouillet, Van der Elst, Waltniel, Wathélet, Wyninckx, de Stexhe en Lindemans, verslaggevers.

Plaatsvervangers : de heer Bascour, Mevr. Bernaerts-Viroux, de heren Bonmariage, Croux, Daulne, Mevr. De Pauw-Deveen, de heren De Seranno, du Monceau de Bergendal, Flagothier, Hanin, Lagneau, Mevr. Nauwelaerts-Thues, Remy-Oger, de heer Seeuws, Mevr. Staels-Dompas, de heren Storme, Sweert, Toussaint Th., Vandenaabeele, Vandezande en Verleysen.

R. A 11256

Zie :

Gedr. St. van de Senaat :

100 (B.Z. 1979) N° 10 : Voorstel van de Regering betreffende Titel Ibis en artikel 3ter van de Grondwet.

I. INTRODUCTION

Le titre I^{er}*bis*, article 3^{ter} de la Constitution énonce :

« La Belgique comprend trois communautés culturelles : française, néerlandaise et allemande.

Chaque communauté a les attributions qui lui sont reconnues par la Constitution ou par les lois prises en vertu de celle-ci » (24 décembre 1970).

La révision de cet article a été proposée par la Préconstituante, et ce par un vote acquis à l'unanimité des membres des Commissions du Sénat et de la Chambre des Représentants.

L'objet de cette révision est toutefois précisé dans le texte de la déclaration comme suit :

« Les Chambres déclarent qu'il y a lieu à révision de l'article 3^{ter} de la Constitution pour la suppression dans la première phrase de l'adjectif « culturelles ».

II. ANTECEDENTS

Cet article 3^{ter} adopté au Sénat le 4 juin 1970, à la Chambre des Représentants le 9 décembre 1970, ne figura pas, pendant longtemps, dans les propositions de dispositions nouvelles à insérer dans la Constitution, notamment telles qu'elles étaient proposées par le Gouvernement en 1968 et en 1969.

Celles-ci visaient essentiellement la création des Conseils culturels et leur compétence, les quatre régions linguistiques, etc.

C'est en fin d'élaboration des textes devenus les articles 3^{bis}, 59^{bis}, 59^{ter}, que dans un souci « d'élégance constitutionnelle », il fut proposé et admis d'annoncer ces dispositions en tête de la Constitution.

Le Constituant de 1970 a voulu ainsi souligner l'importance des communautés, l'existence des trois communautés culturelles. Il a voulu constitutionnaliser, dans le droit public belge, une notion nouvelle, celle de « communautés culturelles » et leur conférer ainsi une existence au plan du droit public.

Cet article 3^{ter} fut inséré en même temps que l'ajoute d'un titre I^{er}*bis*, pour souligner la différence fondamentale avec le titre I « Du territoire et de ses divisions » ce qui concerne les provinces (art. 1^{er}), les subdivisions des provinces (art. 2), les limites de l'Etat, des provinces et des communes (art. 3), les quatre régions linguistiques (art. 3^{bis}).

En effet, les communautés culturelles ne constituent pas des divisions du territoire.

(Voir rapport Van Bogaert, Doc. Sénat 1969-1970, n° 402, rapport Meyers et Van Elslande, Doc. Chambre n° 10, S.E. 1969, n° 27/2. Wigny « Troisième révision de la Constitution » page 125. de Stexhe « La révision de la Constitution belge » n° 48-52).

I. INLEIDING

Titel I^{bis}, artikel 3^{ter} van de Grondwet luidt :

« België omvat drie cultuurgemeenschappen : de Nederlandse, de Franse en de Duitse.

Elke cultuurgemeenschap heeft de bevoegdheden welke haar door de Grondwet of door wetten aangenomen krachtens deze laatste worden toegekend » (24 december 1970).

De herziening van dit artikel door de Preconstituante werd voorgesteld bij eenparigheid van de leden van de Commissies van de Senaat en de Kamer van Volksvertegenwoordigers.

Het doel van die herziening wordt in de tekst van de verklaring nader omschreven als volgt :

« De Kamers verklaren dat er reden bestaat tot herziening van artikel 3^{ter} van de Grondwet om in de eerste volzin het woord « cultuurgemeenschappen » te vervangen door het woord « gemeenschappen ».

II. VOORGESCHIEDENIS

Dit artikel 3^{ter}, dat in de Senaat werd aangenomen op 4 juni 1970 en in de Kamer van Volksvertegenwoordigers op 9 december 1970, kwam lange tijd niet voor onder de nieuwe bepalingen waarvan de opname in de Grondwet werd voorgesteld, meer bepaald door de Regering in 1968 en 1969.

Die voorstellen hadden hoofdzakelijk betrekking op de instelling van de Cultuurraden, hun bevoegdheid, de vier taalgebieden, enz.

Eerst bij het einde van de voorbereiding van de teksten die de artikelen 3^{bis}, 59^{bis} en 59^{ter} geworden zijn, werd voorgesteld en aanvaard dat die bepalingen vooraan in de Grondwet zouden worden aangekondigd om tot een keurige grondwettekst te komen.

De grondwetgever van 1970 wilde de nadruk leggen op het belang van de gemeenschappen, het bestaan van de drie cultuurgemeenschappen. Het was zijn bedoeling om grondwettelijk gestalte te geven aan een nieuw begrip, de « cultuurgemeenschappen » en alzo hun bestaan publiekrechtelijk te erkennen.

Tegelijk met artikel 3^{ter} werd een titel I^{bis} opgenomen, om het fundamentele onderscheid te doen uitkomen met titel I « Het grondgebied en zijn indeling », wat betrekking heeft op de provincies (art. 1), de onderverdelingen van de provincies (art. 2), de grenzen van het Rijk, van de provincies en van de gemeenten (art. 3) en de vier taalgebieden (art. 3^{bis}).

De cultuurgemeenschappen vormen immers geen onderverdelingen van het grondgebied.

(Zie het verslag Van Bogaert, Gedr. St. Senaat 1969-1970, nr. 402; het verslag Meyers en Van Elslande, Gedr. St. Kamer nr. 10, B.Z. 1969, nr. 27/2; Wigny « Troisième révision de la Constitution », bladzijde 125; de Stexhe « La révision de la Constitution belge » nr. 48-52.)

On sait que dans les dernières années, plusieurs projets ont visé à étendre la compétence des communautés culturelles et de leurs organes à des matières dites « personnalisables » c'est-à-dire des matières plus étroitement liées à la vie de l'individu dans sa communauté. Il s'agit essentiellement des soins de santé, de l'aide aux personnes, de la formation didactique et pédagogique (voir pacte d'Egmont, projet n° 461, projet n° 261, l'accord actuel du Gouvernement Martens III et le projet 434).

L'extension de l'article 59bis à ces matières personnalisables, justifie, par parallélisme, un aménagement de l'article 3ter et la suppression de l'adjectif « culturelles ».

On retrouve cette justification dans la note explicative qui précède la proposition du Gouvernement.

III. DISCUSSION GENERALE

La Commission a consacré deux séances à la discussion de la proposition. Trois sujets ont été abordés. Il en sera question ci-après en trois sous-titres.

A. La suppression du terme « culturelles »

Le Premier Ministre souligne que le remplacement des termes « communautés culturelles » par le seul terme « communautés » est la conséquence de l'extension de la compétence des communautés aux matières personnalisables, prévue à l'article 59bis de la Constitution modifiée. Cette adaptation est d'ailleurs expressément prévue dans la déclaration gouvernementale.

Plusieurs membres abondent dans le même sens : la terminologie de 1970 évoque une conception de la culture peut-être trop restreinte et qui mériterait d'être approfondie un jour. La culture d'une communauté n'est pas une manière de parler seulement, c'est une manière de vivre, de penser, d'agir. Elle est la consécration de l'histoire d'un peuple.

D'autres intervenants jugent cette modification inopportune et superflue. Inopportune parce que pouvant créer des incertitudes. Superflue parce qu'on imagine aisément que la Constitution peut attribuer de nouvelles compétences, situées en dehors du domaine culturel, à des communautés appelées culturelles.

Ces intervenants se réfèrent à une note, distribuée aux membres au cours de la discussion sous la référence « NEXT/02/BI/FR » mais ne portant aucune signature. Cette note vise les articles de la Constitution dont la modification est nécessaire avant l'adoption des projets 434 et 435. Au regard de l'article 3ter elle mentionne « néant ». Puisque les rapporteurs déniaient en être les auteurs, cette note doit émaner du Gouvernement, estiment les intervenants.

Différentes interventions, entre autres celle du Premier Ministre, traitent de la différence entre le texte néerlandais

Het is bekend dat de laatste jaren verschillende ontwerpen aan de orde waren om de bevoegdheid van de cultuurgemeenschappen en hun organen uit te breiden tot de zgn. persoonsgebonden materies, d.w.z. die nauwer verbonden zijn met het leven van de enkeling in zijn gemeenschap. Het betreft hoofdzakelijk de gezondheidszorg, de bijstand aan personen en de didactische en pedagogische vorming (zie Egmontpact, ontwerp nr. 461, ontwerp nr. 261, het huidige regeerakkoord Martens III en het ontwerp 434).

De uitbreiding van artikel 59bis tot die persoonsgebonden materies leidt, ter wille van het parallelisme, tot een aanpassing van artikel 3ter en de vervanging van het woord « cultuurgemeenschappen » door het woord « gemeenschappen ».

Dit wordt nader verantwoord in de verklarende nota die aan het regeringsvoorstel voorafgaat.

III. ALGEMENE BESPREKING

De Commissie heeft twee vergaderingen gewijd aan de bespreking van het voorstel. Daarbij zijn drie onderwerpen ter sprake gekomen, die hierna zullen worden behandeld in drie onderafdelingen.

A. Schrapping van het woorddeel « cultuur »

De Eerste Minister wijst erop dat de vervanging van het woord « cultuurgemeenschap » door het woord « gemeenschap » het gevolg is van de uitbreiding van de bevoegdheden van de gemeenschappen tot de persoonsgebonden aangelegenheden, waarin het gewijzigde artikel 59bis van de Grondwet voorziet. De regeringsverklaring kondigt die aanpassing trouwens uitdrukkelijk aan.

Verscheidene leden gaan daar uitvoerig op in : de terminologie van 1970 roept allicht een te beperkt beeld op van wat het begrip « cultuur » inhoudt, en dit begrip verdient later eens te worden uitgediept. De cultuur van een gemeenschap is niet alleen een manier van spreken, maar ook een manier van leven, van denken, van handelen. Zij is de neerslag van de geschiedenis van een volk.

Andere sprekers achten die wijziging ongewenst en overigens overbodig. Ongewenst omdat zij onzekerheid kan scheppen; overbodig omdat men zich gemakkelijk kan indenken dat de Grondwet nieuwe bevoegdheden, buiten de culturele sfeer, kan toekennen aan gemeenschappen die cultuurgemeenschappen worden genoemd.

Die sprekers verwijzen naar een nota die tijdens de bespreking aan de leden is rondgedeeld. Deze nota, die het kenmerk draagt « NEXT/02/BI/FR » maar niet is ondertekend, behandelt de artikelen van de Grondwet die moeten worden gewijzigd alvorens de ontwerpen 434 en 435 kunnen worden aangenomen. Naast artikel 3ter staat « nihil ». Aangezien de verslaggevers verklaren dat die nota niet van hen uitgaat, moet zij uitgaan van de Regering, aldus de sprekers.

Verscheidene leden, onder wie de Eerste Minister, hebben het over het verschil tussen de Nederlandse en de Franse

et le texte français de l'actuel article 3ter : Le second alinéa cite « cultuurgemeenschappen » en néerlandais et « communautés » en français sans l'adjectif « culturelles ». Or, la déclaration de révision ne vise que la modification de termes dans la première phrase. Il s'agit sans aucun doute d'une inadvertance de la Préconstituante.

Cette erreur matérielle dans la déclaration de révision ne peut évidemment pas affecter la saisine de la Constituante actuelle.

B. La modification de l'appellation « des communautés »

Dans le texte actuel de l'article 3ter les communautés s'appellent « néerlandaise », « française » et « allemande ». La proposition tend à modifier ces appellations en « flamande », « francophone » et « germanophone ».

1° Problème de recevabilité

Une première thèse est défendue par plusieurs intervenants, selon lesquels la déclaration de révision limite le pouvoir de la Constituante à la suppression d'un seul mot, le qualificatif « culturelles ». Rien ne permet dès lors d'apporter d'autres modifications à l'article 3ter, dans le but de changer l'appellation des communautés. Dans une révision de la Constitution il faut se tenir au strict formalisme, véritable garant du respect des règles démocratiques dans un état de droit. Adopter la proposition constituerait une violation de l'article 131 de la Constitution. A ceux qui prétendraient qu'il s'agit ici d'une matière peu importante, qui ne change rien au fond, il faut répondre que les excès de pouvoir mineurs mènent fatalement aux excès de pouvoir généralisés. C'est la vie même de la démocratie et de l'état de droit qui est en jeu.

On doit se rendre compte du fait que la Préconstituante a pris ses précautions, en limitant la révision de nombreux articles : les articles 39, 47, 48, 50, 1° et 3°, 59bis §§ 1°, 5 et 8, etc. La révision de l'article 39 par exemple concernait le remplacement des mots « à haute voix » afin d'instaurer le système des votes électriques dans la procédure des votes : cela ne veut évidemment pas dire que la Constituante pourrait supprimer le vote par appel nominal.

Afin de pallier l'irrecevabilité de la proposition, un membre propose de joindre la discussion du nouveau titre VIII à la discussion de l'article 3ter. En effet une déclaration de révision prévoit l'insertion d'un nouveau titre VIII afin, entre autres, « de modifier la terminologie des dispositions non soumises à révision pour les mettre en concordance avec la terminologie des nouvelles dispositions ».

Le Ministre des Réformes institutionnelles (N) estime que l'adoption préalable du titre VIII n'est pas nécessaire, puisque la modification proposée ne vise pas le fond mais uniquement la forme : le titre VIII sera d'ailleurs nécessaire pour une

tekst van het tegenwoordige artikel 3ter : in het tweede lid staat « cultuurgemeenschappen » tegenover « communautés », zonder het bijvoeglijk naamwoord « culturelles ». De verklaring tot herziening heeft echter alleen betrekking op de eerste volzin. Dit is zeker te wijten aan een onachtzaamheid van de Preconstituante.

Deze louter formele vergissing in de verklaring tot herziening kan natuurlijk niet van invloed zijn op de taak die de huidige Grondwetgever te volbrengen heeft.

B. Wijziging van de benaming van de gemeenschappen

De tegenwoordige tekst van artikel 3ter spreekt van de Nederlandse, de Franse en de Duitse cultuurgemeenschap. Het voorstel beoogt die benamingen te vervangen door « Vlaamse », « Franstalige » en « Duitstalige » gemeenschap.

1° Ontvankelijkheid

Verscheidene sprekers verdedigen de stelling dat de herzieningsverklaring de bevoegdheid van de grondwetgever beperkt tot het vervangen van het woord « cultuurgemeenschappen » door het woord « gemeenschappen ». Bijgevolg mogen er in artikel 3ter geen andere wijzigingen worden aangebracht om de benaming van de gemeenschappen te veranderen. Bij een grondwetsherziening behoort men zich te houden aan een strikt formalisme als echte waarborg voor de eerbiediging van de democratische regels in een rechtsstaat. Aanneming van het voorstel zou neerkomen op schending van artikel 131 van de Grondwet. Aan degenen die zouden beweren dat het hier om een onbelangrijke zaak gaat, die niets verandert aan de inhoud, moet worden geantwoord dat kleine machtsoverschrijdingen fataal leiden tot veralgemeende machtsoverschrijding. Hier staat het leven van de democratie en van de rechtsstaat op het spel.

Men dient er zich rekenschap van te geven dat de Preconstituante haar voorzorgen heeft genomen, door de herziening van vele artikelen te begrenzen : de artikelen 39, 47, 48, 50, 1° en 3°, 59bis, §§ 1, 5 en 8, enz. De herziening van artikel 39 bij voorbeeld betrof de vervanging van het woord « mondeling » ten einde de uitvoering van de elektrische stemming mogelijk te maken, wat natuurlijk niet zeggen wil dat de grondwetgever de stemming bij naamafroeping zou kunnen afschaffen.

Ten einde de onontvankelijkheid van het voorstel uit de weg te gaan, stelt een lid voor de behandeling van de nieuwe titel VIII te betrekken bij de behandeling van artikel 3ter. Een van de verklaringen tot herziening voorziet immers in de mogelijkheid om een nieuwe titel VIII in te voegen, ten einde onder meer « de terminologie van de niet aan herziening onderworpen bepalingen te wijzigen om deze in overeenstemming te brengen met de terminologie van de nieuwe bepalingen ».

De Minister van Institutionele Hervormingen (N) meent dat de voorafgaande goedkeuring van titel VIII niet noodzakelijk is, aangezien de voorgestelde wijziging niet aan de inhoud raakt maar alleen aan de vorm : titel VIII zal trouwens nood-

série de modifications à apporter à de nombreux articles, sur lesquelles il convient de ne pas préjuger actuellement.

Différents membres défendent la thèse opposée. La déclaration a formellement pour objet la révision de tout l'article 3ter. S'il est vrai que la Préconstituante a ajouté à sa déclaration un bout de phrase, qui exprime son intention à l'époque de limiter la révision à la suppression d'un seul mot, il est tout aussi vrai qu'elle a commis une entorse à son rôle tel qu'il est limité par l'alinéa 1^{er} de l'article 131. Lorsque tout un article ou même tout un paragraphe d'article est soumis à révision, la Constituante n'est pas liée par les intentions de la Préconstituante. La situation serait différente, si la Préconstituante avait prévu l'insertion d'un nouvel article. Mais ce n'est pas le cas pour l'article 3ter.

Un membre constate que nous nous trouvons devant le même problème déjà surgi lors de la révision de 1970, et qu'à l'époque il fut unanimement admis que la Constituante est libre dans la formulation des textes, pour autant qu'ils restent fidèles au but poursuivi quant au fond. L'article 107quater par exemple, dont on peut difficilement ignorer la portée primordiale actuellement, est issu d'une déclaration prévoyant la décentralisation complète vers les provinces. L'article 59bis, autre pilier des nouvelles structures, était conçu par la Préconstituante comme devant créer des conseils culturels consultatifs. La Commission devrait se tenir à la même ligne de conduite : la terminologie peut être adaptée dans le respect des objectifs poursuivis par la Préconstituante.

Il lui est répondu que l'erreur commise en 1970 ne justifie pas de nouvelles inconstitutionnalités. La situation actuelle est d'ailleurs différente de celle de 1970. La Préconstituante de 1968 avait créé un cadre de révisions plutôt restreint, tandis qu'à l'heure actuelle nous nous trouvons devant une déclaration prévoyant la révision d'un grand nombre de dispositions constitutionnelles.

Le Premier Ministre fait à son tour remarquer que la Constituante de 1970 a procédé à la révision avec beaucoup de souplesse. Il se réfère à l'opinion de M. Van Assche, auditeur général près le Conseil d'Etat, qui écrit que, placée devant le choix de respecter la déclaration de la Préconstituante ou d'agir conformément à la volonté de la Nation telle qu'elle s'était exprimée le 31 mars 1968, la Constituante, émanation de cette volonté, a préféré la *solution réaliste* à la *solution strictement juridique*.

Différents membres estiment qu'il ne s'agit pas de modifications de forme, mais de manipulations de la Constitution afin de vider l'article 107quater de sa portée réelle. Il y a déjà une « Région flamande » à l'article 107quater. En y ajoutant la « Communauté flamande », qui pourra faire tout ce que devraient faire les Régions, on est en train de déposséder les Régions et de nier leur existence, surtout celle de la Région bruxelloise.

Le Premier Ministre conteste cette manière de voir. Il n'entre pas dans l'intention du Gouvernement de manipuler

zakelijk zijn voor het aanbrengen van een reeks wijzigingen in een groot aantal artikelen waarop wij thans niet kunnen vooruitlopen.

Verscheidene leden verdedigen het tegenovergestelde standpunt. De verklaring is formeel gericht op de herziening van het gehele artikel 3ter. Hoewel de Preconstituante haar verklaring heeft aangevuld met een stukje zin, dat haar toenmalige bedoeling tot uitdrukking brengt om de herziening te beperken tot het schrappen van een enkel woord, staat het ook vast dat zij een deuk gegeven heeft aan de beperkte rol die haar is toegewezen door artikel 131, eerste lid van de Grondwet. Wanneer een artikel in zijn geheel of zelfs een gehele paragraaf van een artikel aan herziening wordt onderworpen, is de Constituante niet gebonden door de bedoelingen van de Preconstituante. De zaken zouden anders liggen als de Preconstituante had voorzien in de opnemings van een nieuw artikel. Maar dat is voor artikel 3ter niet het geval.

Een commissielid merkt op dat wij hier voor hetzelfde probleem staan als bij de herziening van 1970 en dat toen algemeen werd aangenomen dat de Constituante vrij is om de bewoordingen te kiezen, voor zover die inhoudelijk trouw blijven aan het nagestreefde doel. Artikel 107quater, bij voorbeeld, waarvan het primordiale belang thans niet te loochenen valt, is voortgekomen uit een verklaring die voorzag in een volledige decentralisatie naar de provincies toe. Artikel 59bis, een tweede pijler van de nieuwe structuren, was door de Preconstituante opgevat als het instrument om adviserende cultuurraden in het leven te roepen. De Commissie zou dezelfde gedragslijn moeten volgen : de terminologie kan worden aangepast met inachtneming van het doel dat de Preconstituante voor ogen stond.

Hierop wordt geantwoord dat de vergissing van 1970 niet tot een nieuwe ongrondwettigheid mag leiden. De toestand is nu trouwens anders dan in 1970. De Preconstituante van 1968 had de herzieningen trouwens binnen een vrij beperkt kader gehouden, terwijl wij thans voor een verklaring staan die de herziening van een groot aantal grondwettelijke bepalingen inhoudt.

De Eerste Minister merkt zijnerzijds op dat de Constituante van 1970 de Grondwet zeer soepel heeft herzien. Hij verwijst naar de mening van de heer Van Assche, auditeur generaal bij de Raad van State, die schrijft : « Geplaatst voor de keuze de verklaring van de Preconstituante na te leven ofwel te handelen in overeenstemming met de volkswil die op 31 maart 1968 tot uiting kwam, heeft de Grondwetgever, als exponent van de volkswil, de *realistische boven de streng juridische oplossing* verkozen. »

Verscheidene commissieleden menen dat het hier niet gaat om vormwijzigingen, maar om manipulaties met de Grondwet om artikel 107quater uit te hollen. Er is al een « Vlaams gewest » in artikel 107quater. Door daar nog een « Vlaamse gemeenschap » aan toe te voegen, die alles zal kunnen doen wat de Gewesten zouden moeten doen, is men bezig de Gewesten te ontcrachten en hun bestaan te ontkennen, vooral dan wat het Brusselse Gewest betreft.

De Eerste Minister betwist deze zienswijze. Het ligt niet in de bedoeling van de Regering om de Grondwet te mani-

la Constitution ou de contourner une application correcte de l'article 107^{quater}.

2° L'appellation « Communauté flamande »

Le Premier Ministre déclare que depuis 1970 les opinions ont changé. En 1970 on pouvait croire que le terme « Communauté néerlandaise » couvrirait la communauté des Belges de langue néerlandaise. Depuis lors on s'est aperçu que cette communauté ne reconnaît pas son identité dans pareille appellation. La communauté flamande n'est pas seulement une communauté linguistique, mais une communauté sociale, économique et historique, en quoi elle se distingue des autres éléments qui composent la grande communauté linguistique d'expression néerlandaise. En outre la terminologie actuelle est une source constante d'incompréhension et de confusion à l'étranger, qui confond la « communauté néerlandaise » en Belgique, avec les personnes de nationalité néerlandaise vivant en Belgique.

Différents membres soutiennent la proposition du Gouvernement qui vient opportunément dissiper pas mal de malentendus. A l'origine du mouvement flamand, l'adjectif « flamand » visait aussi bien la langue que la culture et le pays flamands. Par suite de l'opinion, largement répandue dans les milieux francophones du pays, selon laquelle le « flamand » n'était qu'un patois local, l'opinion flamande est devenue vigilante à cet égard. On a instauré l'appellation « néerlandaise » au lieu de « flamande » afin de souligner l'unité de langue et même de culture entre la Flandre et les Pays-Bas. Mais on est allé trop loin. La communauté flamande est non seulement une communauté linguistique, mais aussi culturelle au sens large du terme, sociologique et historique. Cette communauté ne trouvera sa véritable identification que sous l'appellation « flamande ». La « communauté néerlandaise » fait penser aux ressortissants des Pays-Bas vivant en Belgique, que nous appelons d'ailleurs « Noord-Nederlanders » ou « Hollanders ». A l'étranger on associera facilement le mouvement flamand, la peinture flamande, etc. avec la terminologie proposée. La communauté flamande à Bruxelles y retrouvera mieux son identité.

Il résulte des différentes interventions, tant de la part de membres francophones que de celle de membres néerlandophones, qu'un large consensus se dégage pour adopter la nouvelle appellation proposée.

3° L'appellation « communauté francophone »

Différents intervenants et membres néerlandophones estiment qu'il appartient à la communauté francophone de trouver elle-même une appellation appropriée. La difficulté réside dans la circonstance que le terme « wallonne », pendant de « flamande », ne peut convenir à ceux des francophones de Bruxelles qui ne se sentent ni flamands ni wallons. Peut-être faudra-t-il innover en proposant les termes « romane » (utilisé par le prof. Elisée Legros), « romande » (comme en Suisse) ou même « gauloise ».

Ces innovations sont résolument écartées par les intervenants d'expression française.

pulieren of een correcte toepassing van artikel 107^{quater} te omzeilen.

2° De benaming « Vlaamse gemeenschap »

De Eerste Minister verklaart dat de meningen sinds 1970 veranderd zijn. In 1970 kon men nog aannemen dat de term « Nederlandse gemeenschap » de gemeenschap van de Nederlandstalige Belgen dekte. Maar sindsdien is men tot de bevinding gekomen dat deze gemeenschap zich in die benaming niet herkent. De Vlaamse gemeenschap is niet alleen een taalgemeenschap, maar ook een maatschappelijke, economische en historische gemeenschap, waarin zij zich onderscheidt van de andere componenten van de grote Nederlandse taalgemeenschap. Bovendien is de huidige benaming een voortdurende bron van onbegrip en verwarring in het buitenland, waar de Nederlandse gemeenschap in België verward wordt met de personen van Nederlandse nationaliteit die in België leven.

Verschillende leden verdedigen het voorstel van de Regering, dat op gelukkige wijze een aantal misverstanden opruimt. In het begin van de Vlaamse Beweging doelde het woord « Vlaams » zowel op de taal als op de Vlaamse cultuur en het Vlaamse land. Als gevolg van de mening, die in de Franssprekende kringen van het land zeer verspreid was, dat het Vlaams slechts een plaatselijk dialect was, is de Vlaamse opinie op dit punt waakzaam geworden. Men is de benaming « Nederlandse » in plaats van « Vlaamse » gaan gebruiken, om de eenheid van taal en zelfs van cultuur tussen Vlaanderen en Nederland te onderstrepen. Maar men is te ver gegaan. De Vlaamse gemeenschap is niet alleen een taalgemeenschap maar ook een cultuurgemeenschap in de ruime zin van het woord, nl. een sociologische en een historische gemeenschap. Die gemeenschap zal zich slechts echt herkennen in het woord Vlaams. « Nederlandse gemeenschap » doet denken aan de onderdanen van Nederland die in België wonen en die wij overigens Noordnederlanders of Hollanders noemen. In het buitenland zal de Vlaamse beweging, de Vlaamse schilderkunst, enz. gemakkelijk worden geassocieerd met de voorgestelde terminologie. En vooral de Vlaamse gemeenschap in Brussel zal er beter haar identiteit in terugvinden.

Uit de verschillende betogen, zowel van Franstalige als van Nederlandstalige leden, blijkt dat er ruimschoots overeenstemming bestaat om de nieuw voorgestelde naam aan te nemen.

3° De benaming « Franstalige gemeenschap »

Verschillende Nederlandstalige sprekers en leden zijn van oordeel dat het de taak is van de Franstalige gemeenschap om uit te maken hoe zij zichzelf het beste kan noemen. De moeilijkheid schuilt hierin dat de term « Waals » als tegenhanger van « Vlaams », niet opgaat voor Brusselse Franstaligen die zich noch Vlaming noch Waal voelen. Misschien is hier een geheel nieuwe terminologie op haar plaats, zoals « romane » (gebruikt door prof. Elisée Legros), « romande » (gelijk in Zwitserland) of zelfs « gauloise ».

Die nieuwigheden worden door de Franstalige sprekers met beslistheid van de hand gewezen.

Un membre soutient la proposition du Gouvernement. La communauté francophone de Belgique est une communauté *sui generis*, qui se trouve mal identifiée sous l'appellation « française ». Ce sont les Belges qui s'expriment en français et partagent la large culture du monde francophone. D'ailleurs un grand parti bruxellois utilise cette appellation.

Un autre membre estime que tout malentendu serait dissipé, si on parlait de « communauté de langue française ». Mais plusieurs intervenants écartent cette proposition, estimant qu'il ne s'agit pas uniquement de communautés linguistiques.

Finalement les membres francophones se mettent d'accord pour adopter l'appellation « française ». Ils justifient cette terminologie par plusieurs interventions.

En supprimant le terme « culturelle », qui avait une dominante linguistique, et en le remplaçant ensuite par « flamande », on ajoute une connotation supplémentaire. La seule réponse logique et cohérente est d'affirmer le terme « communauté française ».

Pour être logique et cohérent, la terminologie devrait être de la même espèce pour les trois communautés. Si l'on veut maintenir l'adjectif « francophone », il faudrait instaurer parallèlement les termes « néerlandophones » ou « flamandophones » et « germanophones ». Or la Commission adoptera le terme « flamande ». L'adjectif « flamande » se rapporte à la Flandre. On ne peut enlever à la Communauté française du pays sa propre identité en lui imposant une appellation strictement linguistique.

4° L'appellation « communauté germanophone »

Selon le Premier Ministre et le Ministre des Réformes institutionnelles (N) les habitants de la région de langue allemande souhaitent que le terme « germanophone » soit substitué au terme « allemande ». Plusieurs membres confirment cet avis. La consultation du « Rat der Deutschen Kultur-gemeinschaft », suggérée par un membre, paraît donc inutile.

C. L'adaptation de l'inscription du Titre Ibis

La proposition contient, par voie de conséquence, une modification de l'inscription du titre *Ibis*, par la substitution des termes « Des communautés culturelles » par les termes « Des communautés ».

Un membre rappelle que les titres n'ont pas de valeur juridique. Quoique la déclaration de révision n'en parle pas, cette adaptation découle de la modification proposée de l'article unique repris sous ce titre.

IV. DISCUSSION DES AMENDEMENTS

a) Premier amendement

ARTICLE UNIQUE

A l'article 3ter, 1^{er} alinéa, de la Constitution, le mot « culturelles » est supprimé.

Een lid steunt het regeringsvoorstel. De Franstalige gemeenschap van België is er een *sui generis*, wat met de benaming « Franse » wel slecht tot zijn recht komt. Het is een gemeenschap van Belgen die zich in het Frans uitdrukken en behoren tot de ruimere cultuur van de Franstalige wereld. Een grote Brusselse partij maakt van die term trouwens gebruik.

Een ander lid meent dat elk misverstand van de baan zou zijn indien men van « Franse taalgemeenschap » zou spreken. Maar verschillende sprekers wijzen dit voorstel af omdat dat het hier naar hun oordeel niet enkel om taalgemeenschappen gaat.

Tenslotte worden de Franstalige leden het eens om de term « Franse » te aanvaarden. Verscheidene onder hen nemen het woord om dit te rechtvaardigen.

Het vervangen van « cultuurgemeenschap » waarin de klemtoon viel op de taal, door « Vlaamse gemeenschap » geeft aan de term een speciale bijbetekenis. Het enige logische en samenhangende antwoord is het bevestigen van de term « Franse gemeenschap ».

Om logisch en samenhangend te zijn zou de terminologie voor de drie gemeenschappen van dezelfde aard moeten zijn. Wil men de term « Franstalig » handhaven, dan zouden daartegenover de termen « Nederlandstalig » of « Vlaams-talig » en « Duitstalig » moeten worden gebruikt. De Commissie zal echter de term « Vlaamse » aanvaarden. Het adjectief « Vlaams » heeft betrekking op Vlaanderen. Men mag de Franse gemeenschap van dit land haar eigen identiteit niet ontnemen door haar een naam op te dringen, die alleen naar de taal verwijst.

4° De benaming « Duitstalige gemeenschap »

Volgens de Eerste Minister en de Minister van Institutionele Hervormingen (N) wensen de bewoners van het Duitse taalgebied dat de term « Duits » wordt vervangen door « Duitstalig ». Dit wordt door verscheidene leden bevestigd. De « Rat der Deutschen Kultur-gemeinschaft » behoeft dus niet om advies te worden gevraagd, zoals een lid had voorgesteld te doen.

C. Aanpassing van het opschrift van Titel Ibis

Het voorstel bevat dientengevolge een wijziging van het opschrift van titel *Ibis*, in die zin dat de woorden « De Cultuurgemeenschappen » worden vervangen door de woorden « De Gemeenschappen ».

Een lid brengt in herinnering dat opschriften geen rechtskracht hebben. Ofschoon de verklaring tot herziening daar niet van spreekt, volgt die aanpassing uit de voorgestelde wijziging van het enig artikel dat onder die titel voorkomt.

IV. BESPREKING VAN DE AMENDEMENTEN

a) Eerste amendement

ENIG ARTIKEL

In artikel 3ter van de Grondwet, in het eerste en in het tweede lid, het woord « cultuurgemeenschappen » telkens te vervangen door het woord « gemeenschappen ».

L'auteur justifie son amendement comme suit :

« Il a été déclaré les 9 et 13 novembre 1978 par les Chambres et le 14 novembre 1978 par le Roi qu'il y a lieu à révision de l'article 3^{ter} de la Constitution pour la suppression dans la première phrase de l'adjectif « culturelles ».

Cette déclaration ne permet aucune autre modification que celle-là. Elle ne permet notamment pas de modifier les dénominations des communautés, comme le prévoit la proposition déposée par le gouvernement le 21 mai 1980 (doc. Sénat, 100 (S.E. 1979) n° 10).

De même, la modification des dénominations des communautés n'est autorisée par aucune des autres déclarations de novembre 1978. En particulier, il ne peut, en l'espèce, être question « de modifier la terminologie des dispositions non soumises à révision pour la mettre en concordance avec la terminologie des nouvelles dispositions », comme pourrait le permettre une disposition finale, à insérer au titre VIII de la Constitution selon ce qui a été déclaré à ce sujet par les Chambres les 9 et 14 novembre 1978 et par le Roi le 14 novembre 1978 (*Moniteur belge*, n° 219 du 15 novembre 1978, 2^e édition, pages 14017 et 14020). Non seulement une telle disposition n'existe pas encore, tout comme il n'existe pas encore de nouvelles dispositions à la terminologie desquelles il y aurait lieu d'adapter celle de l'article 3^{ter} actuel, mais on ne voit même pas comment il pourrait être permis de donner aux communautés culturelles, par la voie de modifications d'autres dispositions, des dénominations différentes de celles qui leur ont été données dans la disposition même par laquelle leur existence a été reconnue dans la Constitution et qui, quant à cela, n'a pas été déclarée sujette à révision.

Il n'a pas été tenu compte, en novembre 1978, dans la déclaration relative à l'article 3^{ter}, de ce que le deuxième alinéa du texte néerlandais actuel de cet article fait, lui aussi, mention de communautés « culturelles ». Il en résulte que la suppression de cette qualification dans ce deuxième alinéa ne pourra avoir lieu qu'après que la disposition finale à laquelle il a été fait allusion ci-dessus aura été insérée au titre VIII de la Constitution.

L'amendement n'est proposé que sous cette réserve expresse, ainsi que sous toutes réserves quant au principe même de la modification envisagée. »

Avant le vote, il est convenu que le résultat du vote sera sans influence sur les propositions et amendements qui seront ultérieurement soumis aux délibérations.

Un amendement a la même portée pratique, mais est formulé d'une autre manière :

ARTICLE UNIQUE

Au premier alinéa de l'article 3^{ter} proposé par cet article, remplacer le mot « francophone » par le mot « française », le mot « flamande » par le mot « néerlandaise » et le mot « germanophone » par le mot « allemande ».

De indiener verantwoordt zijn amendement als volgt :

« Op 9 en 13 november 1978 is door de Kamers en op 14 november 1978 door de Koning verklaard dat er reden is tot herziening van artikel 3^{ter} van de Grondwet om in de eerste volzin het woord « cultuurgemeenschappen » te vervangen door het woord « gemeenschappen ».

Die verklaring laat geen andere dan die wijziging toe. Zij laat inzonderheid niet toe de benamingen van de gemeenschappen te wijzigen, zoals wordt beoogd in het voorstel door de regering neergelegd op 21 mei 1980 (stuk Senaat, 100 (B.Z. 1979) — nr. 10).

Wijzigingen in de benamingen van de gemeenschappen zijn ook door geen van de andere verklaringen van november 1978 toegelaten. Inzonderheid kan er, ter zake, geen spraak van zijn « de terminologie van de niet aan herziening onderworpen bepalingen te wijzigen om deze in overeenstemming te brengen met de terminologie van de nieuwe bepalingen », zoals dit zou kunnen worden toegelaten door een slotbepaling, in te voegen in titel VIII van de Grondwet volgens wat daaromtrent is verklaard door de Kamers op 9 en 14 november 1978 en door de Koning op 14 november 1978 (*Belgisch Staatsblad*, n° 219 van 15 november 1978, 2^e uitgave, pp. 14017 en 14020). Niet alleen bestaat nog geen zodanige bepaling en bestaan ook nog geen nieuwe bepalingen met welke terminologie die van het huidige artikel 3^{ter} zou dienen in overeenstemming te worden gebracht, maar men kan zelfs niet inzien hoe het zou kunnen toegelaten zijn, door wijziging van andere bepalingen, aan de cultuurgemeenschappen andere benamingen te geven dan die welke hun zijn gegeven in de bepaling zelf waarin hun bestaan door de Grondwet is erkend en die wat dat betreft, niet voor herziening vatbaar is verklaard.

In november 1978 is in de verklaring betreffende artikel 3^{ter} geen rekening gehouden met het feit dat het woord « cultuurgemeenschappen » ook in het tweede lid van de huidige Nederlandse tekst van dat artikel voorkomt. Daaruit volgt dat de vervanging van dat woord in dat tweede lid slechts zal mogen plaatsvinden nadat in titel VIII van de Grondwet de zoëven bedoelde slotbepaling zal zijn ingevoegd.

Het amendement wordt slechts voorgesteld onder dat uitdrukkelijke voorbehoud, alsmede onder alle voorbehoud, wat het beginsel zelf van de ontworpen wijziging betreft. »

Vóór de stemming wordt overeengekomen dat de uitslag van de stemming geen invloed zal hebben op de voorstellen en amendementen die later aan de orde zullen komen.

Een ander amendement heeft dezelfde praktische strekking, maar is anders geformuleerd :

ENIG ARTIKEL

In het eerste lid van artikel 3^{ter} voorgesteld door dit artikel, het woord « Vlaamse » te vervangen door het woord « Nederlandse », het woord « Franstalige » te vervangen door het woord « Franse » en het woord « Duitstalige » te vervangen door het woord « Duitse ».

Il est justifié comme suit :

« Les qualificatifs proposés par les auteurs de l'amendement sont ceux qui se trouvent dans le texte actuel de l'article 3^{ter}. En effet, on ne voit pas pour quelle raison on les remplacerait par « francophone » et par « germanophone » au moment où l'on s'apprête à reconnaître aux communautés une dimension qui dépasse considérablement le domaine de la langue et de la culture. On peut, certes, hésiter pour le remplacement de néerlandais par flamand : des arguments plaident pour chacune des propositions. »

Les auteurs de cet amendement le retirent au profit du premier amendement.

L'amendement est rejeté par 17 voix contre 2 et 1 abstention.

Le membre qui s'abstient estime que l'insertion préalable du titre VIII était nécessaire avant l'adoption du nouvel article 3^{ter}.

b) Deuxième amendement

Cet amendement est libellé comme suit :

ARTICLE UNIQUE

Remplacer le premier alinéa de l'article 3^{ter} proposé par cet article par le texte suivant :

« La Belgique comprend trois communautés de langues française, néerlandaise et allemande ».

L'amendement est retiré suite à l'accord intervenu dans la discussion générale.

c) Troisième et quatrième amendements

Deux amendements sont déposés tendant à remplacer l'adjectif « francophone » par « française ».

Justification

Si la majorité estime ne pouvoir retenir les objections d'inconstitutionnalité, encore convient-il de ne pas créer des distorsions entre les contenus des communautés par des qualifications qui les rattachent à des notions fondamentalement divergentes.

L'amendement est adopté par 15 voix et 5 abstentions. Un membre justifie son abstention par deux motifs : le texte de l'amendement n'est pas traduit en néerlandais et le problème est étranger à la communauté flamande.

V. VOTES FINAUX

La proposition ainsi amendée est adoptée par 17 voix contre 1 et 2 abstentions.

Het wordt verantwoord als volgt :

« De hoedanigheidswoorden die de indieners van dit amendement voorstellen, komen reeds voor in de huidige tekst van artikel 3^{ter}. Waarom zou men ze vervangen door « Franstalige » en door « Duitstalige », nu men aanstalten maakt om aan de gemeenschappen een dimensie te geven die veel verder reikt dan de taal en de cultuur. Wel kan men aarzelen voor de vervanging van « Nederlandse » door « Vlaamse », omdat er voor beide argumenten bestaan. »

De indieners trekken hun amendement in ten gunste van het eerste amendement.

Het eerste amendement wordt verworpen met 17 tegen 2 stemmen bij 1 onthouding.

Het commissielid dat zich onthoudt is van oordeel dat titel VIII moest ingevoegd worden vóór de aanneming van een nieuw artikel 3^{ter}.

b) Tweede amendement

Dit amendement luidt als volgt :

ENIG ARTIKEL

Het eerste lid van artikel 3^{ter} voorgesteld door dit artikel te vervangen als volgt :

« België omvat drie taalgemeenschappen : de Nederlandse, de Franse en de Duitse. »

Het amendement wordt ingetrokken als gevolg van de consensus die bij de algemene bespreking is bereikt.

c) Derde en vierde amendement

Er worden twee amendementen ingediend om het woord « Franstalige » te vervangen door het woord « Franse ».

Verantwoording

Al meent de meerderheid de grondwettelijke bezwaren niet te kunnen aanvaarden, dan mag er toch geen distorsie ontstaan tussen de inhoud van de gemeenschappen door benamingen te gebruiken die fundamenteel uiteenlopende begrippen dekken.

Het amendement wordt aangenomen met 15 stemmen, bij 5 onthoudingen. Een lid voert twee redenen aan om zijn onthouding te verantwoorden : de tekst van het amendement is niet vertaald in het Nederlands en het probleem is vreemd aan de Vlaamse gemeenschap.

V. EINDSTEMMING

Het aldus geamendeerde voorstel is aangenomen met 17 stemmen tegen 1 stem, bij 2 onthoudingen.

Un membre justifie son abstention en ces termes : « J'étais d'accord pour approuver la proposition. Mais l'adoption de l'amendement tendant à remplacer l'adjectif « francophone » par « française » a créé une situation nouvelle. »

Le présent rapport est approuvé à l'unanimité des 15 membres présents.

Les Rapporteurs,

P. de STEXHE.

L. LINDEMANS.

Le Président,

E. LEEMANS.

Een lid verantwoordt zijn onthouding als volgt. : « Ik was akkoord met het voorstel. Doch na de aanneming van het amendement om « Franstalige » te vervangen door « Franse » is een nieuwe toestand ontstaan. »

Dit verslag is goedgekeurd bij eenparigheid van de 15 aanwezige leden.

De Verslaggevers,

L. LINDEMANS.

P. de STEXHE.

De Voorzitter,

E. LEEMANS.

TEXTE PROPOSE PAR LA COMMISSION

ARTICLE UNIQUE

L'intitulé du titre *Ibis* et l'article *3ter* de la Constitution sont remplacés par le texte suivant :

« TITRE *Ibis*

DES COMMUNAUTES »

« Article 3ter. — La Belgique comprend trois communautés : la communauté française, la communauté flamande et la communauté germanophone.

Chaque communauté a les attributions qui lui sont reconnues par la Constitution ou par les lois prises en vertu de celle-ci. »

TEKST VOORGESTELD DOOR DE COMMISSIE

ENIG ARTIKEL

Het opschrift van titel *Ibis* en artikel *3ter* van de Grondwet worden vervangen als volgt :

« TITEL *Ibis*

DE GEMEENSCHAPPEN »

« Artikel 3ter. — België omvat drie gemeenschappen : de Vlaamse gemeenschap, de Franse gemeenschap en de Duitstalige gemeenschap.

Elke gemeenschap heeft de bevoegdheden welke haar door de Grondwet of door de wetten aangenomen krachtens deze laatste, worden toegekend. »